

Initiatives ministérielles

prendre quelque années, mais nous espérons pouvoir l'atteindre en—dedans d'un mandat ou un mandat et demi. À ce moment—là, nous espérons que la Banque du Canada va jouer un véritable rôle, qu'il y aura une réforme de notre système de taxation et que le système monétaire de notre pays, qui ne nous favorise pas, comme l'ensemble du peuple, sera corrigé.

Donc, trois facteurs entrent en ligne de compte.

De plus, les changements que le ministre des Finances veut apporter au niveau des effectifs, comme on nous dit de réduire nos dépenses, eh bien, pour ce faire, on a voulu alléger la fonction publique.

● (1645)

Quand j'entends ici que 45 000 fonctionnaires vont perdre leur emploi, c'est un peu exagéré, quand on comprend que cela se fera sur trois ans et que la plupart de ces 45 000 personnes sont des gens qui vont prendre leur retraite de façon normale, ceux qui ont pris avantage d'un système qui peut être appliqué avant le temps et ceux qui ont accepté ce qu'on appelle couramment un «by-out».

Donc, pour conclure, je voudrais qu'en cette Chambre, on comprenne que nos problèmes ne sont pas le résultat d'une seule chose, c'est—à—dire des dépenses. Il y a les taux d'intérêt, dus à notre système monétaire des 15—20 dernières années, qui nous ont grandement pénalisés. Il faut apporter des réformes, surtout la réforme du système de taxation, qui est très difficile et très lourd pour la classe moyenne.

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole sur des amendements au projet de loi C—76. J'ai cru pendant un instant que je m'étais trompé de journée, à entendre le député de Gatineau—La Lièvre parler du système monétaire, des coupures chez les fonctionnaires, alors qu'on discute actuellement des amendements à ce qu'on appelle la politique du Nid—de—Corbeau et la subvention au niveau des producteurs de grains de l'Ouest canadien.

Bref, on ne peut pas l'empêcher de s'exprimer sur les sujets qui lui tiennent à coeur, mais je suis content de voir qu'il ne partage pas les vues de son ministre des Finances et je l'invite à le lui souligner, lui qui a reconduit une politique monétaire essentiellement pareille, identique à ses prédécesseurs conservateurs. Donc, je l'invite à le souligner à ses électeurs.

Nous sommes dans une belle illustration d'une politique où on a de la difficulté à traiter un dossier avec équité. Cela s'est fait à travers le temps, et l'aboutissement qu'on voit dans le Budget, où il y a un traitement différent pour les producteurs laitiers du Québec et les producteurs céréaliers de l'Ouest, n'est que le reflet d'une longue série de décisions dans l'histoire concernant le traitement de l'agriculture et du transport ferroviaire qui a toujours été, dans les deux cas, à l'avantage de l'Ouest canadien.

Cela me fait un peu sourire parce que, longtemps, on a entendu en cette Chambre et on entend encore les députés libéraux, réformistes critiquer le fait que le Québec reçoit, dans certains domaines, des paiements de transfert, par exemple, au titre de la

péréquation, en disant que c'est un cadeau au Québec, mais ils ne dénoncent pas cette politique qui a longtemps permis à l'Ouest de se développer. Tout le développement du réseau ferroviaire qui s'est fait à coups de milliards de dollars, qui a permis à de nombreux producteurs agricoles de se développer dans l'Ouest, on semble oublier cette dimension d'appui financier et cela, on l'oublie dans les discours, parce que c'est moins visible, présentement, on l'a fait à travers le temps.

Mais là, on le refait maintenant, maintenant qu'on en est rendus à faire des choix financiers, qu'on doit effectuer des coupures. Tout à l'heure, mon collègue de Saint—Hyacinthe—Bagot a fait référence à cela. Quand on coupe des chômeurs, on ne leur dit pas: «On va vous donner des périodes de transition, d'ajustement.» Lorsqu'on va bientôt toucher le régime de pensions ou qu'on va regarder la sécurité du revenu, tout ce débat qui se déroulera à l'automne, je suis convaincu que les modifications ne permettront pas de longues transitions aux gens affectés.

Sauf que quand on parle de gains en capital, quand on parle de fiducies familiales, quand on parle d'autres dossiers, là, il faut toujours prévoir de grandes périodes de transition pour permettre aux gens de s'adapter. Mais, quand c'est pour les petits, les gens plus affectés, on oublie cette dimension.

J'ai parlé brièvement de l'incidence que cela a eu sur le développement du réseau ferroviaire sous cette politique. Cela a aussi encouragé les producteurs agricoles. Depuis un certain nombre d'années, au Québec, on nous dit qu'il faut que chaque tronçon ferroviaire soit rentable. Quand ils ne le sont pas, on a tendance à vouloir les privatiser, à vouloir s'en débarrasser, à les remettre à n'importe qui, à ne pas vouloir les garder. Quand c'était la même politique dans l'Ouest, on a toujours soutenu l'entretien de ces réseaux, parce qu'ils étaient intimement reliés au développement agricole.

Tout à l'heure, je donnais l'image à quelqu'un: si vous êtes un producteur céréalier, ce n'est pas le camion de lait qui passe chez vous, c'est le réseau ferroviaire et c'est le chemin de fer qui passe chez vous pour vous aider, vous supporter, pour permettre d'envoyer vos productions jusqu'aux points d'exportation. Dans le temps, cela a évolué. Cela a commencé avec un grand appui, qui était de près de 90 p. 100 des montants qui étaient consacrés en appui financier par le gouvernement.

● (1650)

Et là on doit faire des choix financiers. Dans son Budget, le gouvernement fédéral dit qu'il faut couper dans ce secteur, mais on prévoit une compensation de 1,6 milliard. Il y a un fait important, c'est de l'argent, et il faut prendre le secteur fiscal en considération. C'est plus que cela quand on parle d'argent non imposable. On parle plutôt d'une somme supérieure à 2 milliards de dollars d'aide.

Dans le même Budget, on nous dit qu'on coupera des dizaines de millions pour les producteurs laitiers du Québec et on ne parle pas du tout de compensation. Donc, tout le traitement inéquitable qui s'est fait en supportant le réseau ferroviaire, en supportant